

PERSPECTIVES



Le premier ministre, Stephen Harper, n'a pratiquement plus d'opposition devant lui.

CHRIS WATTIE REUTERS

Un PM aux pleins pouvoirs

Quatre partis, un chef

La disparition de Jack Layton accentuera-t-elle le déséquilibre des forces à Ottawa?

GUILLAUME
BOURGAULT-CÔTÉ

Ottawa — Sur la colline parlementaire, personne ne se rappelle une telle situation: quand la Chambre des communes reprendra ses travaux le 19 septembre, les trois partis d'opposition assis en face du gouvernement conservateur seront dirigés par des chefs intérimaires. Pour Stephen Harper, le scénario pourrait difficilement être plus favorable: majoritaire au Sénat, majoritaire au Parlement, et faisant face à trois partis affaiblis. Pleins pouvoirs. Peu de contraintes.

Le décès subit de Jack Layton a profondément ému le Canada cette semaine. Des bouillottes d'Orange Crush (le «flirt» orange) aux bouquets de fleurs déposés devant le parlement, des 12 000 personnes qui ont défilé devant son cercueil à Ottawa aux centaines d'autres qui ont laissé des messages à la craie devant l'hôtel de ville de Toronto, la vague de sympathie déclenchée par la mort du chef du NPD a surpris par son ampleur et sa profondeur.

Pour la première fois de l'histoire canadienne, des funérailles d'État seront donc offertes aujourd'hui à quelqu'un qui n'a pas été premier ministre ou gouverneur général, ou qui n'était pas membre du cabinet lors de son décès. Jack Layton entrait dans la catégorie — jamais utilisée, selon Patrimoine canadien — des «éminents Canadiens» méritant ces célébrations solennelles, hautement protocolaires et somptueuses.

Un vide

Mais si le cérémonial mis en place à Ottawa et à Toronto a souligné les qualités de l'homme et du politicien, il a aussi mis en relief la profondeur du trou que la disparition de M. Layton laisse au sein du NPD — et, par la force des choses, au sein de la vie politique canadienne.

Ajouté à ceux de Michael Ignatieff et de Gilles Duceppe, son départ imprévu laisse donc Stephen Harper seul chef à



Stephen Harper pourra aller de l'avant avec ses projets cet automne au Parlement.

REUTERS

bord du Parlement — exception faite d'Elizabeth May, unique élue des verts. Pour l'auteur et chroniqueur Dan Gardner (*Ottawa Citizen*), les circonstances font ainsi de M. Harper «le premier ministre le plus puissant que le Canada ait jamais eu».

Interrogé par le *Toronto Star* cette semaine, l'historien Michael Behiels (Université d'Ottawa) remarquait lui aussi que «Stephen Harper n'a virtuellement plus d'opposition devant lui», d'autant que la force du NPD était, selon lui, d'abord celle de son chef. «Le succès de l'élection du 2 mai est beaucoup dû à la personnalité de M. Layton», indiquait-il. Le NPD en est conscient, et Jack Layton entendait bien utiliser sa popularité comme un outil de pression sur le gouvernement.

Cerise sur le gâteau

Pour d'autres, toutefois, l'incertitude qui règne dans les trois partis d'opposition — encore que le cas du Bloc québécois soit moins crucial que pour le PLC et le NPD, le parti

n'étant plus reconnu officiellement — ne change rien de bien substantiel à un tableau déjà clair: Stephen Harper est majoritaire et fera ce qu'il veut durant les quatre prochaines an-

«Les conservateurs avaient déjà les coudées franches: qu'il n'y ait pas de chefs en face ne fait qu'ajouter un élément au tableau»

nées, peu importe qui dirige quoi, soulignent ainsi Jean-Herman Guay et Nelson Wiseman, politologues aux universités de Sherbrooke et de Toronto.

«C'est la cerise sur le gâteau pour M. Harper, mais ça ne changera pas grand-chose, pense M. Guay. Le gouvernement est majoritaire, il ne craint plus d'être renversé, les projets de loi vont passer sans une tonne de négociation... Les conservateurs avaient déjà les coudées franches: qu'il n'y ait pas de chefs en face ne fait qu'ajouter un élément au tableau. Oui, l'opposi-

tion est plus faible. Mais le résultat est le même.»

Depuis Toronto, Nelson Wiseman tient sensiblement le même discours. «Il est certainement préférable d'avoir des chefs bien en selle, dit-il. Mais Stephen Harper était déjà dans une position très forte avant le décès de M. Layton. Il peut faire ce qu'il veut depuis le 2 mai. Dans notre système, il a une "free ride" jusqu'en octobre 2015. C'est la réalité.»

En tournée dans le Grand Nord canadien, Stephen Harper a tempéré le jeu et affirmé jeudi que l'absence de chefs établis pour lui faire contrepoids et le statut majoritaire des conservateurs ne voudront pas dire que l'opposition sera réduite au silence à Ottawa. «Les partis d'opposition ont beaucoup de sièges au Parlement. On ne peut ignorer cette situation», a-t-il dit.

«Ultimement, le gouvernement aura la capacité de faire

passer ses projets de loi. Mais il demeure que l'opposition dispose de plusieurs outils pour retarder le passage des mesures gouvernementales», a ajouté M. Harper — ce que les débats prolongés autour du projet de loi spéciale pour forcer un retour au travail à Postes Canada ont mis en lumière. «Le NPD a montré à ce moment à quoi sert une opposition devant un gouvernement majoritaire, estime Nelson Wiseman: à forcer le gouvernement à s'expliquer et à débattre, à attirer l'attention du public sur un enjeu précis.»

Stephen Harper affirme donc qu'il se montrera magnanime dans les prochaines années. Des compromis seront toujours nécessaires au Parlement, a-t-il dit jeudi, et il promet «de [s']adapter et d'écouter les Canadiens lorsque nécessaire». A voir à l'usage.

Post-Layton

Dans sa lettre-testament dévoilée moins de six heures après sa mort, Jack Layton exprime le souhait que le NPD se trouve rapidement un nouveau chef. Il faut que ce dernier «ait amplement le temps de reconsolidier l'équipe, de renouveler le parti et le programme, et qu'il puisse aller de l'avant et se préparer pour la prochaine élection», écrivait M. Layton.

Étant donné que la prochaine élection se tiendra en octobre 2015, Jean-Herman Guay pense qu'il n'y a «rien qui presse» pour déclencher une course à la direction. Mais il comprend l'intention de M. Layton: «Probablement qu'il avait en tête le danger d'évolution des tensions entre les factions du caucus. Les nouveaux et les anciens, les Québécois et les autres, les idéologues et les pragmatiques... Un chef fort et bien installé permet de calmer le jeu. Nycol Turmel risque de trouver la tâche difficile», pense-t-il.

Chose certaine, le NPD a tout avantage à bien profiter de la vitrine médiatique qu'offrira la course au leadership, dit M. Guay. «C'est l'occasion de faire connaître non pas seulement le futur chef, mais aussi l'équipe

VOIR PAGE B 3: UN CHEF

LYBIE

Qui dirige les forces insurgées?

JEAN-PIERRE PERRIN

Pour les services secrets américains, l'homme qui a pris Tripoli à la tête des rebelles libyens et en est aujourd'hui le gouverneur militaire *de facto* est une vieille connaissance. La CIA l'a pisté, traqué et finalement capturé en Malaisie en 2003. Elle l'a ensuite transféré dans le plus grand secret dans l'une de ses «prisons secrètes», celle de Bangkok. A cette époque, Abdelhakim Belhaj, plus connu sous le nom d'Abou Abdallah al-Sadek, né le 1^{er} mai 1966, a déjà derrière lui une belle carrière de djihadiste qui a commencé, comme pour tant d'autres militants, en Afghanistan, en 1988. Mais si la CIA le recherche, c'est d'abord parce qu'il est un des fondateurs et même l'«émir» du Groupe islamique combattant (GIC) libyen, une petite formation ultraradicale qui, dans les années précédant le 11-Septembre, possédait au

moins deux camps d'entraînement secrets en Afghanistan. L'un d'eux intéressait au plus haut point la CIA, celui de Sha-hid Cheikh Abou Yahya, à une trentaine de kilomètres au nord de Kaboul, dans lequel le GIC accueillait des volontaires liés à al-Qaïda.

L'organisation de Ben Laden a d'ailleurs compté nombre de Libyens parmi ses dirigeants, dont Abou Faraj al-Libi, qui fut son chef militaire jusqu'à son arrestation en 2005, ou Abou al-Laith al-Libi, un des chefs militaires d'al-Qaïda, tué en Afghanistan en 2008. En 2007, le GIC sera avalisé par al-Qaïda dans un communiqué sur Internet par Ayman al-Zawahiri, alors son numéro 2. Le GIC appellera alors les Libyens à se révolter contre Kadhafi, les Etats-Unis et «les infidèles» occidentaux.

Pakistan et Irak

Après l'Afghanistan, la piste d'Abdelhakim Belhaj mène au Pakistan, en Irak. Dans ce dernier pays, il aurait été proche d'Abou Moussab al-Zarqawi, le chef d'al-Qaïda dans ce pays, où les Libyens constituent le second contingent de volontaires islamiques après les Saoudiens. Après avoir été longuement interrogé à Bangkok, et probablement torturé, par la CIA, il est remis en 2004 aux services secrets libyens.

En 2009, le régime libyen, sous l'impulsion de Saïf al-Islam, le fils et dauphin de Kadhafi, entreprend une inattendue politique de réconciliation avec le GIC. Est-ce la conséquence des tortures qu'ils subissent, mais les chefs du groupe publient un document de 417 pages, appelé *Les études correctrices*, dans lequel ils décrètent que la guerre sainte contre Kadhafi est illégale et n'est permise que dans les pays musulmans envahis (Afghanistan, Irak, Palestine). Cela vaut à Belhaj de sortir de prison. Il ne restera pas longtemps fidèle à sa parole puisqu'il rejoindra l'insurrection et prendra la tête des insurgés de l'Ouest et de la Montagne berbère, qu'il conduira à la victoire à Tripoli.

VOIR PAGE B 3: LIBYE

PERSPECTIVES

Changement de donne à Québec

François Legault et les appuis qu'il risque de recueillir retiennent l'attention de Jean Charest

ROBERT DUTRISAC

Québec — Jean Charest a toujours fait ses choux gras de la souveraineté. «Pauline Marois a les mains attachées par la souveraineté», clamait-il en novembre 2008 lors de la campagne électorale. «Sur la planète péquiste, on a une autre priorité que l'économie, soit la souveraineté», lançait-il à l'ouverture du Conseil général du Parti libéral du Québec en novembre dernier. Mais voilà que le chef libéral a perdu son hochet: non seulement le PQ se décompose sous nos yeux dans les miasmes des dissensions et des contradictions, mais la souveraineté apparaît de plus en plus comme un enjeu irréel, une chimère à mille lieues des «vraies affaires».

Au dernier congrès des jeunes libéraux il y a deux semaines, Jean Charest n'a fait aucune remarque sur Pauline Marois, le PQ ou la souveraineté. Mais il ne s'est pas privé de s'en prendre aux adéquistes qui songeraient à se rallier à François Legault et qu'il accuse de renier leurs convictions. Une union contre nature, selon le chef libéral. «Impossible et irrécyclable», a-t-il soutenu.

On le voit: Jean Charest doit maintenant composer avec un nouvel adversaire qui n'a cure de la souveraineté et qui ne s'intéresse qu'à ce qu'il considère comme les «vraies affaires». L'épouvantail de la souveraineté n'est plus d'aucune utilité.

Fin des attaques

Quand on cesse d'être la cible de ses adversaires en politique, c'est qu'on est devenu une quantité négligeable. Pauline Marois pourra peut-être se réjouir d'un changement de ton qu'elle appelait de ses vœux de la part du premier ministre, mais elle devrait plutôt s'inquiéter de ne plus faire l'objet de ses attaques. À 18% dans le dernier coup de sonde de CROP cette semaine, alors que le Parti libéral conserve sa base avec 27% des intentions de vote et que le futur parti de François Legault en recueille 38%, le PQ est en mode survie. Et ce n'est pas la tentative de «faire peuple» de Bernard Drainville qui va changer les choses: ses propositions semblent tirées des ruminations de férus de science po — ou inspirées par Pierre Curzi. On est loin des

préoccupations actuelles des simples citoyens.

On peut certes constater que le mouvement souverainiste est en panne et on a du mal à imaginer Pauline Marois être en mesure de relancer l'option dans un avenir prévisible. Mais c'est toute la question nationale qui est dans l'impasse: ceux qui souhaitent, à l'instar des jeunes libéraux, renouveler le fédéralisme pour que la reconnaissance de la nation québécoise soit inscrite dans la Constitution canadienne apparaissent tout aussi déconnectés que les tenants d'une élection référendaire. «Il n'y a personne qui veut se lancer dans une ronde constitutionnelle nulle part. Dans ce sens-là, c'est illusoire», fait observer le sénateur Jean-Claude Rivest.

Des vues similaires

Jean Charest n'a aucune intention de prendre le bâton du pèlerin pour convaincre ses homologues des autres provinces du mérite d'entreprendre des négociations constitutionnelles ou promouvoir un «Sénat des provinces», a-t-il affirmé en réponse aux jeunes libéraux. Il s'est dit persuadé que Stephen Harper voyait «sur son écran radar» la même chose que lui, c'est-à-dire le néant.

Sur cette question, les vues de François Legault rejoignent

Quand on cesse d'être la cible de ses adversaires en politique, c'est qu'on est devenu une quantité négligeable

celles du chef libéral. Le cofondateur de la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ) n'a aucune intention de réclamer la tenue d'une ronde de négociations constitutionnelles. Les revendications du Québec seront reléguées aux oubliettes pendant dix ans. Il ne défendra même pas la timide revendication, présentée par le gouvernement Charest, d'une entente administrative visant la culture et les communications, une demande qui est restée lettre morte.

François Legault vient d'ailleurs d'engager deux conseillers du Parti libéral du Canada. Gageons que, quand il présentera sa brochette de candidats, des fédéralistes notoires y figureront en bonne place.

Sur les autres questions, il n'y



Jean Charest

a pas non plus un grand écart idéologique. Jean Charest se pose en pragmatique qui fait de la prospérité du Québec sa priorité et qui entend régler les problèmes concrets des Québécois. Avec sa démarche «business», François Legault incarne le pragmatisme le plus terre à terre. Son programme, qui est avant tout une liste de «solutions» à des problèmes «urgents», flaire le redressement d'en-

treprises. Pour Jean Charest, c'est un adversaire beaucoup plus coriace que Pauline Marois qui, elle, est forcée de se parer d'un idéal qui ne lève plus.

Un nouveau radical! Du Japon où il mène une mission économique, Jean Charest a déjà commencé à lancer des salves à son nouveau rival. François Legault a «un agenda caché» puisqu'il promet de diriger le Québec pour un seul mandat. «Un politicien qui se lance dans la mêlée pour un seul mandat a des raisons: des décisions tellement brutales, radicales et contraires à ce que les gens veulent qu'il ne peut même pas imaginer faire un deuxième mandat», a lancé le chef libéral. Bref, François Legault est un dangereux

radical de droite. On le voit: les hostilités sont bel et bien amorcées.

Pour Jean Charest, dans l'éventualité où il reste à la tête du Parti libéral pour les prochaines élections, le défi est immense. Certains diront: insurmontable. «S'il y a une volonté de changement dans la population, ce qui est possible après huit ou neuf ans d'un gouvernement, c'est Legault qui va tirer les marrons du feu», croit Jean-Claude Rivest. La règle de l'alternance jouera pour le nouveau venu. Quant à Pauline Marois, les focus groups menés par le parti lui ont déjà signifié que la population ne l'associe aucunement au changement; cette perception n'a certainement pas changé.

Certes, quelques pelures de banane se présenteront sur le chemin de François Legault. Ainsi, son parti devra se définir une position constitutionnelle, a-t-il affirmé. Pour cette coalition de souverainistes qui ont lâché prise et de fédéralistes sans complexe, faire preuve de cohérence relative n'est pas simple. À cet enjeu peut s'ajouter un autre: difficile. De même, dans quelques semaines, la CAQ présentera ses propositions en matière de langue et de culture. En la matière, le terrain est toujours glissant. La CAQ devra dire si elle considère que le français est menacé à Mont-



Pauline Marois



François Legault

réal et s'il faut renforcer ou non l'application de la Charte de la langue française.

Il se peut bien que le PQ reprenne du poil de la bête lors de la reprise de la session parlementaire; après tout, l'opposition officielle peut se faire valoir à l'Assemblée nationale. C'est ce que Jean Charest doit secrètement espérer: une division du vote plus égale entre

le parti de François Legault et le PQ reste son meilleur atout pour permettre au parti qu'il dirige de se faufiler. Le mandat de son gouvernement est encore jeune; des bouleversements peuvent survenir. On n'a qu'à penser à ce qui est arrivé à Pauline Marois depuis juin.

Le Devoir

CHINE

Dans le Xinjiang, les Ouïgours contre les bulldozers de Pékin

PHILIPPE GRANGEREAU

Le soleil focalise ses derniers rayons de la journée sur la statue en ciment de Mao Zedong qui trône en plein Kashgar. La solide effigie symbolise l'emprise chinoise sur ces terres d'islam en lisière du désert du Taklamakan, à plus de 3000 kilomètres à l'ouest de Pékin. Non loin, dans le lacs de la ville ouïgoure en passe d'être entièrement détruite par les bulldozers, de paisibles foules musulmanes s'accroupissent sur le sol, en rangs ordonnés, à l'entrée de petites mosquées aux frontons ornés. C'est bientôt la fin du jeûne du ramadan: les fidèles attendent sereinement le signal lancé dans leur langue proche du turc par le arong (l'imam) pour entamer leur repas du crépuscule.

Le Xinjiang n'a pourtant rien de placide. Le mois dernier, les colons Hans (Chinois de souche) ont été la cible de trois attentats qui ont fait 40 morts. Un groupe de jeunes Ouïgours a attaqué au couteau des commerçants chinois; un autre a poignardé des passants après avoir jeté un camion sur la foule. À Khotan, c'est un commissariat chinois qui a été attaqué, là encore au couteau. La police a arrêté quelques suspects, et tué les autres.

De semblables attentats se multiplient au Xinjiang depuis les émeutes ethniques d'Urumqi à l'été 2009, qui se sont soldées par près de 200 morts, sur-

tout des Hans. La vague d'exécutions qui a suivi a envenimé la situation, n'a fait qu'ajouter de l'huile sur le feu. Il ne se passe guère de mois sans que des colons chinois soient poignardés, même si la presse tend à passer ces incidents isolés sous silence.

«On est terrorisés par les Ouïgours. Plus personne n'ose sortir la nuit, ou même poser un pied dans leurs quartiers», reconnaît Liu Jianmin, un homme d'affaires du Zhejiang (sud-est). Les entrées des villes et toutes les routes de la «région autonome» sont jalonnées de postes de contrôle: les hommes ouïgours doivent descendre des bus pour présenter leur carte d'identité. Une loi martiale qui ne dit pas son nom est en vigueur.

Filature

Autour de la grande place de Kashgar, une artillerie de caméras de surveillance est braquée sur les passants. Trois camions remplis de militaires chinois en treillis de combat, arme automatique au flanc, sont parqués en posture dissuasive. Sur les rideaux flottent des banderoles rouges de slogans exaltant «l'union entre les ethnies». Face à la mosquée Id Kah, un écran digital géant diffuse un film à gros budget que le Parti a fait tourner pour célébrer ses 90 ans. On y voit un Mao jeune, doublé en langue ouïgoure, exécuter les prouesses que lui prête l'histoire officielle. La voix de l'acteur, amplifiée par les haut-parleurs, se mêle au va-



Il y a plusieurs années que le conflit dure dans le Xinjiang.

carme de l'avenue. Des escadrons de paysans des oasis, avec leur baluchon, ainsi que de farouches vigiles ouïgours forment un parterre autour de l'écran qui magnétise tous les regards. Des groupes de jeunes Ouïgours et Kazakhs désœuvrés sur des scooters électriques faisant office de taxis épiant le client.

«Vous voyez, marmonne Noori, un architecte, tout est là: leur volonté de nous assujettir et de nous laver le cerveau.» En parlant à un journaliste étranger, Noori prend un grand risque.

Noori chuchote: «Rien ne les arrêtera... Tout est fait pour nous faire plier. Nous serons assimilés comme les Manchoux, et bientôt les Mongols et les Tibétains.» Son pessimisme, ajoute-

il, fait écho à celui des huit millions d'Ouïgours.

«On peut être arrêtés n'importe quand... La peur fait partie de notre quotidien; alors, il faut bien répéter les slogans pour éviter les ennuis. Mais au fond de leur cœur, tous les Ouïgours veulent l'indépendance.» Il poursuit avec amertume: «Nous avons raté l'occasion qui s'est présentée en 1991, lorsque les Républiques d'Asie centrale se sont déclarées indépendantes, après l'éclatement de l'Union soviétique.»

Amat, un écrivain de Khotan, aura recours à une allégorie: «Nous sommes comme un chien attaché à un arbre: autrefois, l'arbre était frêle, et il était possible de l'arracher en tirant fort, tandis qu'aujourd'hui cet arbre est devenu énorme.» «La

politique officielle à l'égard des Ouïgours est «duoyuan yitihua» [intégration], ce qui en pratique signifie la mort de notre culture et de notre peuple.» C'est un professeur d'université qui parle. Il est membre du Parti communiste «pour se protéger». Du primaire jusqu'à l'université, l'enseignement en ouïgour est proscrit depuis plusieurs années, dit-il. Des dizaines de milliers d'enseignants ont été licenciés. Dans les villages, les paysans doivent envoyer leurs enfants dans des maternelles où l'on ne parle que chinois. Ceux qui refusent voient leurs terres confisquées. Mais la coercition est combattue.

«Les jeunes refusent d'apprendre le chinois maintenant, et comme tous les cours, mathématiques, physique, etc. sont en chinois, ils ne comprennent rien. Ça a fait chuter considérablement le niveau d'instruction des Ouïgours», déplore le professeur. Certes, on peut encore enseigner la langue ouïgoure, mais seulement cinq heures par semaine, ce qui est trop peu.

«Les autorités disent qu'on trouvera facilement du boulot si on parle bien chinois, renchérit Tomur, un étudiant de 22 ans. Bien sûr qu'on pourrait apprendre le chinois, mais je ne connais presque aucun Ouïgour qui en a vraiment l'envie. On préfère apprendre l'anglais.»

Poèmes

Sur la route entre Kashgar

et Khotan, un slogan écrit avec des pierres sur une dune: «Pour permettre le développement économique, respectons le planning familial.» Mot d'ordre incongru s'il en est en plein désert. Les huit millions d'Ouïgours, exemptés de la politique de l'enfant unique il y a dix ans encore, ne sont plus autorisés à n'avoir que deux enfants, parfois trois dans les zones rurales. «L'état se resserre sur nous, soupire Tohti, un poète.

À la fin des années 80, Ouïgours et Chinois de souche s'entendaient très bien, car nous étions très majoritaires et les Chinois se comportaient bien. Mais c'est fini. La grande majorité des postes de responsabilité naguère occupés par des Ouïgours sont aujourd'hui presque tous tenus par des Hans. Des centaines d'ouvrages sur notre culture et notre histoire sont désormais proscrits.»

Pour Pékin, seul le développement économique peut résoudre les «rapports complexes» entre les Hans et les «minorités ethniques». Kashgar a été propulsé «zone économique spéciale» à coups d'investissements. Mais, là encore, une forme de résistance s'organise. Après un silence, Tohti ajoute: «Pour les Ouïgours, la religion est devenue un moyen de sauver notre langue et notre culture, une grande muraille contre la Chine.»

Libération

PERSPECTIVES

PORTRAIT

Mouammar Kadhafi, guide aux multiples visages

Paris, Bruxelles, New York et bien des capitales africaines se sont frottés aux frasques du dictateur

JEAN GUEYRAS
GILLES PARIS

Cette révolution-là ne figurait pas au programme du Livre vert. C'est pourtant elle qui a dévoré un guide déboussolé, vieilli, usé et fatigué, après 41 ans d'un pouvoir sans partage. Mouammar Kadhafi avait échappé à tant de pièges creusés sous ses pieds, ou qu'il avait lui-même amorcés par ses changements de cap, qu'il était parvenu à s'imposer au monde entier comme un personnage aussi impossible qu'inévitable.

Un dictateur solvable grâce à son pétrole. Un pototat bouffon et brouillon, aux imprécations meurtrières ou incompréhensibles. Pendant ces quatre décennies qui ont vu dans le monde arabo-musulman périr bien des idéologies, le colonel n'a cessé de changer de rôle. Militaire, il se donna le rang de colonel, la seule limite qu'il sut s'imposer. Révolutionnaire, il épousa toutes les causes pourvu qu'elles fussent extrêmes. Visionnaire, il se voulut le phare de l'arabisme, puis le sage de l'Afrique, avec le même insuccès. Réaliste, il pratiqua la révolution à 360 degrés, le tombeur de l'émir de la Cyrénaïque (Idriss I^{er}, devenu souverain de la Libye) finissant roi de la Tripolitaine, dans la fureur et le sang.

Né vers 1942, sous une tente en peau de chèvre, quelque part dans le désert des Syrtes, Mouammar Kadhafi aurait pu rester longtemps confiné dans son village, comme tant d'autres Libyens. Mais l'influence de sa famille, qui avait pris part à la longue lutte contre le pouvoir colonial italien, le projette rapidement dans un monde où les préoccupations politiques dominent. Il a 17 ans quand, avec ses camarades de l'école secondaire de Sebba, il organise ce qu'il appellera par la suite ses «premières activités révolutionnaires pratiques», en fait d'innocentes réunions secrètes.

Le jeune Mouammar et ses amis, qui, depuis la nationalisation du canal de Suez, assistent émerveillés à l'irruption du nassérisme sur la scène internationale et au réveil de l'arabisme, sentent confusément que leur pays demeure, par la faute de ses dirigeants, à l'écart du grand mouvement d'émancipation arabe.

Une vie ascétique

Diplômé d'histoire de la faculté de droit en 1963, Kadhafi entre l'année suivante à l'académie militaire de Benghazi. Cette décision a été longuement réfléchie: il pense que le chemin le plus court vers la révolution passe par l'armée et réussit à imposer ses conceptions sur la «voie militaire vers la révolution» à la plupart de ses jeunes amis. Les «officiers libres unionistes» — comme ils s'appellent eux-mêmes —, pour la plupart d'origine modeste, s'engagent, sur l'instigation de Kadhafi, à mener une vie ascétique: leurs journées sont consacrées à l'étude et à la prière. Ils se privent d'alcool, de tabac, ne fréquentent pas les boîtes de nuit et s'abstiennent même d'avoir des rapports sexuels.

En 1965, Kadhafi termine ses études à l'académie militaire. Il est envoyé l'année suivante en Angleterre, où il suit un stage de perfectionnement de six mois à l'académie militaire de Sandhurst. De retour en Libye, il se consacre entièrement à ses activités militaires, tout en poursuivant un travail de sape clandestin. La défaite arabe de juin 1967 face à Israël le pousse à accélérer ses préparatifs. La décision de renverser le régime du roi Idriss est prise. Le 1^{er} septembre 1969, le coup d'Etat est un succès éclatant.

Il prend rapidement l'ascendant sur ses pairs. Son visage émacié, aux traits réguliers, son œil noir et volontaire, son sourire crispé deviennent rapidement légendaires. «La révolution libyenne est un aspect du nationalisme arabe que vous prônez et dont vous êtes le chef.» C'est en ces termes que le jeune colonel Mouammar Kadhafi s'adresse au président Gamal Abdel Nasser dix jours après le renversement de la monarchie des Senoussi.

Modèle égyptien

Son souci d'imiter le modèle égyptien frise l'obsession et parfois le ridicule. Le décalage est cependant net entre le régime nassérien, assagi par ses nombreux revers, et l'impétueux colonel, impatient d'atteindre des objectifs que Le Caire estime depuis longtemps illusoire. Après la mort de Nasser, le 28 septembre 1970, fort des ressources pétrolières de son pays, il s'estime le plus qualifié pour relever l'étendard du panarabisme, mais un projet de «fédération à liens souples» associant à la Libye l'Égypte et la Syrie périllose bien vite. Rapidement brouillé ou en froid avec la plupart des pays arabes, Kadhafi est marginalisé. Cet isole-



Mouammar Kadhafi à l'hôtel Rixos, à Tripoli, en mars dernier.

HUSEYIN DOGAN REUTERS

ment s'accroît après la guerre d'octobre 1973, pour laquelle il n'est pas consulté.

C'est en partie pour briser les réticences des Libyens alimentées par ces piètres résultats que Kadhafi a lancé, la même année, sa «révolution culturelle». Il faut, dit-il à son peuple, «brûler les livres qui contiennent des idées importées de la réaction capitaliste ou du communisme juif». Il affirme que la seule idéologie autorisée sera celle émanant du livre de Dieu, le Coran, et invite les «citoyens libres» à prendre en main les institutions, les principaux services publics, et à assumer le contrôle des postes de commandement. «La chasse aux ennemis de la révolution» est érigée en vertu. Mais elle s'enlise rapidement.

Pour faire face à une opposition naissante, le colonel Kadhafi compte sur le soutien des franges les plus défavorisées de la population (Bédouins, travailleurs urbains, jeunes). Il fait adopter ses conceptions du pouvoir populaire direct pour instaurer un système de gouvernement qui constitue à ses yeux «la première véritable démocratie depuis Athènes».

Fondée sur la «théorie de la troisième voie», exposée dans le fameux Livre vert du chef libyen — dont le premier fascicule paraît en 1976 —, la nouvelle forme de «gouvernement du peuple» s'exerce par le truchement des «congrès populaires de base» (auxquels chaque citoyen appartient automatiquement), des «comités populaires de base» (qui en sont les organes exécutifs) et des syndicats et unions professionnelles: la base d'une pyramide au sommet de laquelle se situe le Congrès général du peuple, devenu l'instance suprême de la Libye, appelée désormais la Jamahiriya (l'Etat des masses).

Quant au colonel Kadhafi, il devient le secrétaire général du Congrès général du peuple. Pour lui, le socialisme préconisé découle directement de l'islam, qui est «le message éternel, la révolution continue, une idéologie nouvelle et la mère des théories». S'estimant suffisamment

fort, il fait exécuter en avril 1977, pour la première fois, une trentaine d'opposants. Ils ne seront pas les derniers.

Pour mieux pouvoir se consacrer à l'action révolutionnaire, le colonel Kadhafi se décharge en septembre 1978 de toutes ses fonctions officielles.

En 1992, l'ONU a voté un embargo contre la Libye. Le colonel s'est engoncé dans un lancinant isolement.

Agent de Moscou

Mais en sa qualité de guide de la révolution, il demeure toujours l'autorité suprême du pays. Déçu par ses échecs arabes, il se tourne vers le continent africain et accuse la France, dont il s'était pourtant rapproché, de soutenir les «régimes réactionnaires» en Afrique et de n'être que «la griffe de la patte américaine sur le continent africain». Une politique d'intervention tous azimuts lui vaut à nouveau de multiples déconvenues au Maghreb et en Afrique noire. Il connaît cependant sa première victoire politique et militaire en décembre 1980 lorsque les blindés libyens font pencher le sort de la bataille de N'Djamena en faveur du président tchadien Goukouni Oueddeï, précipitant la défaite d'Hissène Habré.

La victoire tchadienne de Kadhafi suscite cependant des inquiétudes à Washington. Avec l'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration américaine du président Reagan, le colonel libyen devient l'homme à abattre. Tripoli est le centre de ralliement de tous les mouvements de libération nationale opposés à l'impérialisme américain. Pour le président Reagan, il est avant tout le «principal agent de Moscou» sur le continent africain.

Au fur et à mesure que se précisent les menaces américaines, celui qui fut, à l'instar de son maître Nasser, l'un des champions de la politique de neutralisme s'aligne de plus en plus sur le bloc soviétique. La CIA est-elle autorisée alors à mener une opération de déstabilisation contre le colonel Kadhafi, ainsi que l'affirme, en novembre 1985, le *Washington Post*? Après des attentats per-

pétrés dans les aéroports de Vienne et de Rome, en janvier 1986, le président Reagan l'accuse à nouveau de commanditer le terrorisme international. Il est devenu la cible de l'aviation américaine qui bombarde la caserne de Bab Al-Aziziya dans la nuit du 14 au 15 avril. Sans succès.

Retour en grâce

Alors que le marasme économique touche la Libye, du fait de la chute des cours du brut et du fiasco de la révolution, le colonel Kadhafi semble hésiter. Les attentats de décembre 1988 à Lockerbie contre un Boeing américain de la PanAm et de septembre 1989 au Niger contre un DC-10 français d'UTA lui sont cependant imputés. Il est accusé également de lancer, à l'instar de Saddam Hussein, un programme prohibé d'armes chimiques.

En 1992, l'ONU vote un embargo contre la Libye. Le colonel s'engonce dans un lancinant isolement. Il faut attendre 1999 pour que Tripoli se résigne à reconnaître du bout des lèvres sa responsabilité dans les affaires de la PanAm et d'UTA. Le renversement par les troupes américaines de son homologue pétro-dictateur irakien, en mars 2003, précipite la nouvelle mue du colonel.

Pour s'épargner un sort aussi funeste, Mouammar Kadhafi donne des gages à Washington. Sur le dossier de Lockerbie (Paris devra attendre pour obtenir un règlement de son contentieux), mais pas seulement. Habile, il joue les auxiliaires dans «la guerre contre le terrorisme» islamiste engagée par George W. Bush depuis le 11-Septembre. Un terrain d'autant plus favorable que le colonel a écrasé dans le sang ses propres djihadistes. L'ancien théoricien de la politique de la bombe, dépassé par al-Qaïda, met son ancien savoir-faire au service des Occidentaux. Le 19 décembre de la même année, parachevant spectaculairement son revirement à l'égard de l'Occident, le colonel Kadhafi annonce l'abandon d'un programme nucléaire.

Washington l'absout donc, et l'Europe se presse à nouveau, parfois sans grande pudeur, à Tripoli. Tony Blair est le premier, en 2004. Tous suivront.

Fort avec les faibles

Seule la crise des infirmières bulgares, condamnées à mort pour avoir, contre toute évidence, inoculé le virus du sida à des enfants libyens, empêche jusqu'à l'été 2007, après l'arrivée à l'Elysée de Nicolas Sarkozy qui se saisit du dossier à bras-le-corps, l'accomplissement de cette normalisation. Le président français le paie douloureusement en s'infligeant le calvaire d'une réception en grande pompe du dictateur libyen à Paris au cours de laquelle le colonel Kadhafi multiplie provocations et coups de griffe.

Bruxelles, New York (à l'occasion d'une assemblée générale des Nations unies) et bien des capitales africaines seront soumises au même traitement, enduré du fait de la solvabilité ou des largesses intéressées d'un pays auquel le colonel s'intéresse par ailleurs peu, ou bien au travers de lubies, comme la Grande Rivière artificielle. Il s'agit d'acheminer vers la côte libyenne, la partie la plus peuplée du pays, l'eau pompée dans des nappes fossiles situées sous le désert, et qui ne peut se renouveler. C'est à son fils Saïf al-Islam, un temps paravent d'un système baroque, qu'est attribuée l'idée de profiter de ce retour en grâce international pour installer le concept de nouvel émirat (pétrolier), l'«Eldorado maghrébin».

Fort avec les faibles, le guide libyen montre une dernière fois les limites de son assagissement en se déchaînant contre la Confédération helvétique, coupable d'avoir emprisonné brièvement en juillet 2008 son fils Hannibal, suspecté de mauvais traitements contre deux de ses domestiques. La preuve d'une crispation, alors que s'esquisse l'heure d'une complexe succession dynastique. Celle-ci ne pouvait que préparer sa chute. Pris en tenaille en janvier et en février entre les révolutions tunisienne et égyptienne, le colonel Kadhafi, l'un des rares à déplorer l'écroulement du système Ben Ali, voit, le 17 février, se dresser contre lui Benghazi la rebelle.

L'intervention de l'OTAN sous la pression des anciens amis britanniques et français évitera à la dernière minute un écrasement dans le sang. Sauvée de justesse, l'insurrection peut alors instiller ses poisons. Le guide libyen n'est pas sans résilience face à la coalition intérieure incertaine qu'il cimente malgré lui, mais, à nouveau mis au ban des nations, il s'affaiblit au fil des mois, inexorablement. Il avait découvert trop tard une colère qui lui avait échappé, celle de son peuple.

Le Monde

LIBYE

SUIITE DE LA PAGE B 1

Belhaj s'est-il distancé d'al-Qaïda? Difficile à dire puisque l'homme s'est juré déjà à deux reprises. Il est ardu de ne pas voir sa griffe dans l'assassinat du ministre de l'Intérieur, Abdel Fattah Younés, le mois dernier. «Pour une bonne raison», souligne un observateur libyen: c'est Younés, quand il dirigeait les forces spéciales, qui a mené une lutte acharnée contre le GIC de 1990 à 1995 en Cyrénaïque.»

Ce n'est sans doute pas un hasard si ce sont les anciens du GIC qui occupent aujourd'hui les postes militaires de premier plan: Belhaj à Tripoli, Ismaël as-Salabi à Benghazi, Abdelhakim al-Assadi à Derna... Au sein du Conseil de transition, on trouve Ali Salabi. C'est lui qui a négocié en 2009 pour le compte de Saïf al-Islam la libération des prisonniers du GIC en échange de leur renoncement à l'action armée. La boucle est bouclée.

Libération

UN CHEF

Une course à la direction au NPD est fort différente qu'au PLC

SUIITE DE LA PAGE B 1

qui l'entourera. Une course à la direction où l'on discute sérieusement, ça veut dire qu'on fait parler le programme du parti dans la population. Ça veut dire aussi qu'on solidifie le «membership» et l'organisation dans les circonscriptions.»

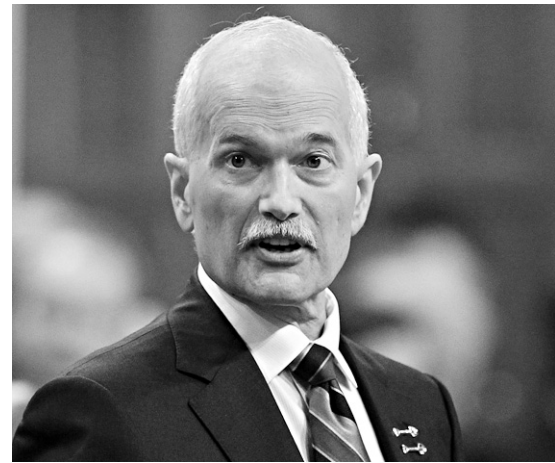
Observateur attentif du NPD depuis des décennies, Nelson Wiseman est curieux de voir comment se déroulera cette première course sous le nouveau NPD. «La notion de leadership a toujours été différente au NPD, explique-t-il. Chez les libéraux et les conservateurs, un chef qui perdait avait une tâche à son dossier. Au NPD, gagner quelques sièges de plus que la dernière fois était perçu comme une grosse victoire. Personne ne leur demandait de vraiment gagner. Mais les élec-

tions du 2 mai ont changé ça.»

Tout comme Jack Layton a changé la façon de diriger le NPD, ajoute M. Wiseman. «C'est toujours été un parti d'activistes, de militants. La philosophie politique a toujours été plus importante que le leader. Mais M. Layton a changé ça. Il incarnait le parti [c'était «l'image de marque», disait le directeur du NPD, Brad Lavigne], le succès passait par lui.»

Tous en sont conscients au NPD. Ainsi Nycote Turmel l'a-t-elle dit clairement: on ne remplacera pas Jack Layton. Il faudra toutefois lui trouver un successeur capable de garder le parti unifié, de consolider les appuis inespérés obtenus le 2 mai... et d'offrir une réplique soutenue au premier ministre Harper.

Le Devoir



Jack Layton

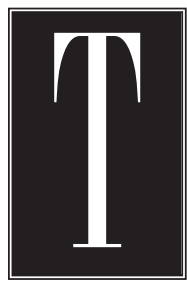
CHRIS WATTIE REUTERS

ÉDITORIAL

Jack Layton

Et maintenant

Le décès de Jack Layton a occupé les esprits toute cette semaine. Les hommages rendus culminent aujourd'hui avec des funérailles d'État que le premier ministre Stephen Harper lui a exceptionnellement accordées. Mais derrière tous ces témoignages, la politique demeure bien présente.



Toute cette émotion autour de Jack Layton apparaît pour le moins singulière, voire démesurée. Il serait décédé voilà un an qu'il en aurait été autrement. Sauf que cet habile politicien, porté il est vrai par une conjoncture électorale particulière, a réalisé l'exploit politique de la décennie qu'a été le grand bond en avant du NPD devenu opposition officielle aux Communes et, chose encore inexplicable rationnellement, le premier parti au Québec.

La politique était sa raison d'être et elle ne l'a pas quitté un instant, même au moment de sa mort. Cette lettre-testament adressée aux Canadiens, écrite 48 heures avant son décès, était un geste éminemment politique et stratégiquement calculé. Il savait trop bien que sa disparition créerait un vide dont son parti souffrirait. En bon *pater familias*, il a cherché à préserver l'avenir des siens contre des adversaires qui n'attendent que s'estompe le «buzz» médiatique autour d'un personnage sacré héros.

On ne reprochera pas à Jack Layton d'avoir laissé jouer son instinct politique jusqu'au dernier instant. Il ne pouvait qu'être conscient que sa disparition prématurée aura pour effet de consolider la position du premier ministre Harper, voire de lui assurer un deuxième mandat majoritaire lors de la prochaine élection. Il savait que, n'étant plus là, tout ce qu'il avait accompli était maintenant à risque.

Le premier ministre Stephen Harper a bien compris cela. Il a rapidement saisi qu'il se devait de s'associer à ce vaste mouvement de sympathie à travers ces funérailles d'État qu'il lui a accordées. Puis, il a tenté de montrer de la grandeur d'âme en manifestant sa volonté de gouverner pour tous les Canadiens et de respecter dans le cadre du débat parlementaire les partis d'opposition. Il faudra des compromis, a-t-il dit jeudi depuis les Territoires-du-Nord-Ouest.

On peut voir dans ces propos un clin d'œil à Jack Layton, alors que celui-ci invitait, au lendemain de l'élection du 2 mai, le gouvernement conservateur devenu majoritaire à coopérer avec l'opposition. Mais ce n'est qu'un clin d'œil. Rien de plus. L'expression «gouverner pour tous les Canadiens» est un rappel que c'est bien lui qui gouverne, qui fixe les priorités et qui détermine les compromis qui lui apparaîtront possibles. Il ne faut pas s'y méprendre. Si elle sera physiquement présente à la Chambre des communes, l'opposition aura, pour de nombreux mois, l'esprit ailleurs. Sauf le Parti vert, dont le chef est aussi l'unique député, les trois autres partis sont tous à la recherche d'un chef. Pire, le NPD est celui dont le leader intérimaire, Nycrole Turmel, est le moins expérimenté et le plus fragilisé en raison d'une controverse sur ses affiliations politiques passées.

L'effet du mouvement de sympathie envers Jack Layton s'amenuisera rapidement. Les conservateurs auront devant eux plusieurs mois pour mettre en œuvre un programme politique sans coup férir. Certes, le décès de Jack Layton ne changera pas le fait que le 2 mai les Canadiens ont élu un gouvernement majoritaire. Sauf que sans leader fort à sa tête, l'opposition aura désormais de la difficulté à mobiliser l'opinion publique contre des politiques conservatrices. Se trouvent là le caractère tragique du décès de Jack Layton et l'explication de l'intensité de l'émotion ressentie par ses partisans.

Les piques de Bernanke

Le boomerang

L'exposé qu'a formulé hier Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale (FED), était attendu avec beaucoup de fébrilité par les acteurs de la planète financière. Ici et là, on espérait qu'il détaillait un certain nombre de mesures propres à favoriser un sursaut économique d'autant plus marqué que la croissance du PIB au second trimestre a été revue à la baisse ces jours-ci. Ces espoirs, du moins la plupart d'entre eux, Bernanke les a douchés.

Si on s'en tient aux réactions composées par les économistes, la déception est de mise. Mais voilà, si on s'en tient au mandat du banquier central, aux balises qui lui sont imposées, on réalise qu'il lui était interdit d'annoncer, par exemple, une troisième ronde d'assouplissement quantitatif, le fameux *quantitative easing* (QE). Ce type de déclaration ne peut se faire qu'au terme des délibérations qu'ont régulièrement les gouverneurs de la FED. Cela étant, quand bien même on aurait permis à Bernanke de déclarer, au moment choisi par lui, que le coup d'envoi à QE3 serait commandé prochainement, il n'est pas certain qu'il l'aurait fait hier.

Il se trouve en effet que les résultats inhérents à QE2, en d'autres termes le recours à la planche à billets, n'ont pas été aussi probants qu'on l'avait anticipé. Si l'injection massive de liquidités a redonné des couleurs à la Bourse en 2010, elle a eu pour conséquence adverse une augmentation salée des prix des matières premières. Bref, pour reprendre les mots d'un économiste, *«l'expérience du QE2 n'a pas été concluante»*.

Si Bernanke a été peu disert côté cour, il l'a été passablement côté jardin. Mais encore? Son discours s'est démarqué des précédents, les siens comme ceux d'Alan Greenspan, par la place accordée à la politique. En deux mots et davantage, il a rappelé que la Fed disposait et usait des outils qu'on lui a accordés et qu'il revenait aux élus d'articuler des politiques susceptibles d'encourager, entre autres choses, la création d'emplois. Mais il a surtout...

Il a surtout épinglé le combat de coqs auquel se sont livrés les membres du Congrès, les républicains surtout, lors du débat consacré au plafond de la dette. Avec raison, il a souligné que le spectacle, au demeurant désolant, que les ténors du Tea Party, sans les nommer, ont donné à eu pour conséquence d'ébranler les marchés financiers et *«probablement l'économie»*. Quoi d'autre? Qu'il revient aux politiciens de concevoir une architecture fiscale propre à équilibrer à long terme les finances de l'État.

Ces piques à l'endroit de la classe politique, Bernanke les a lancées alors que l'établissement qu'il dirige et lui en particulier sont les cibles d'attaques parfois virulentes de certains élus. En d'autres mots, il les a renvoyés à leurs devoirs en prenant le contre-pied de leurs propos: vous êtes responsables, en bonne partie, du marasme dans lequel nous sommes englués, et non la Fed. À cet égard, il n'a pas tort. Loin de là.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSE BOILEAU

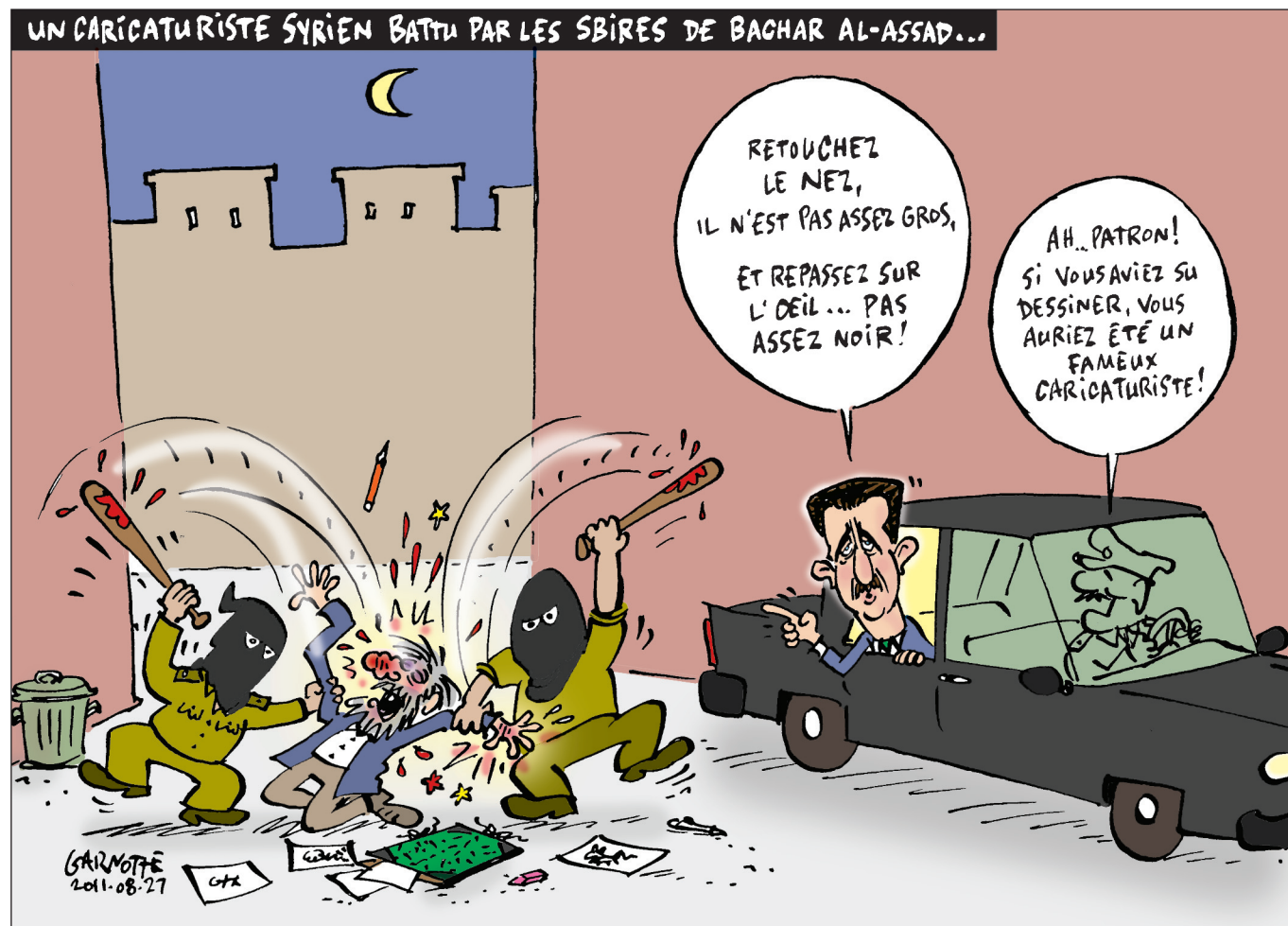
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



BERNARD DESCÔTEAUX

LETTRES

François Legault: un one night stand?

Depuis plusieurs mois, devant les esbroufes de l'équipe Charest, et plus encore depuis le pathétique vaudeville auquel se livrent les souverainistes, François Legault est le politicien en qui les Québécois ont le plus confiance. Selon les sondages, il serait élu premier ministre si des élections avaient lieu cet automne. Fort bien, et la réflexion publique à laquelle M. Legault et son groupe se livrent ne manque pas d'intérêt. Il est vrai qu'il faut remettre le Québec sur pied, que nous devons mettre de l'ordre dans les finances publiques, redonner un sens et une valeur à l'éducation, cesser de compter sur les autres et enfin assumer nos responsabilités collectives.

J'étais bien prêt à accorder toute mon attention au programme du parti qu'il s'approprie à fonder. Mais là, aujourd'hui, François Legault nous apprend que s'il est élu, il partira au bout d'un seul mandat! Le ballon se dégonfle: j'ai l'impression subitement d'être devant un «peddler», un représentant de commerce qui, une fois qu'il aura réussi à nous vendre sa salade, va disparaître et s'en retourner dans ses terres.

Pour qui M. Legault se prend-il? Pour un sauveur? Nous n'avons pas besoin d'un sauveur, nous avons besoin de politiciens qui ont la chose publique à cœur, de gens

compétents qui veulent s'engager pour vrai et pour longtemps. Nous cherchons désespérément des gens qui vont retrousser leurs manches et nous proposer un idéal, nous proposer un défi qu'ils voudront relever avec nous pendant les 15 ou 20 prochaines années. Je pense que M. Legault vient de faire une énorme erreur stratégique. Qui voudra voter pour quelqu'un qui annonce déjà son départ? Nous ne voulons pas d'un *one night stand*. Alors, Monsieur Legault: embarquez pour vrai, ou restez chez vous.

Guy Patenaude

Montréal, le 25 août 2011

Le taxi arnaqueur

De retour de voyage, un taxi pris à l'aéroport PET nous dépose, grands-parents et deux petits-enfants, à notre domicile. Il profite de l'attention donnée aux enfants et du dos tourné du grand-père pour ouvrir la maison pour placer vite les valises dans la rue (et non sur le trottoir) et fermer promptement son coffre de voiture où se trouve un sac de marchandises achetées à l'aéroport Charles-de-Gaulle.

Sur le reçu, aucun numéro et aucun nom, seul le montant de 35 \$ de la course. La compagnie de taxi (Coop de l'Est) nous envoie promener en nous disant de nous adresser à Dorval et refuse de nous donner le numéro de téléphone à composer.

À Paris, les reçus identifient correctement la voiture et son chauffeur. À quand la fin de ces taxis arnaqueurs de l'aéroport de Dorval qui profitent des clients fatigués pour s'emparer de leurs biens? Les chauffeurs de taxi devraient être obligés de remettre une carte ou un reçu les identifiant. Une fois reparti, ni vu ni connu!

Pourtant, il était très facile pour l'entrepreneur de retrouver ce chauffeur à partir de sa description physique et de celle de sa voiture.

Marcienne Lévesque

Outremont, le 25 août 2011

It's still the collusion, stupid

Monsieur Bernard Drainville, jusqu'à il y a quelques mois, je pouvais encore espérer que le seul dossier — le seul! pas les nombreuses recommandations bons que vous avez faites — le seul dossier important au Québec, soit l'urgence de se débarrasser du gouvernement corrompu de Charest, allait pouvoir se régler. Grâce au Parti québécois... Eh oui!, celui de Pauline Marois.

Bravo! L'histoire retiendra vos noms. C'est bien ce que vous vouliez, non?

Je commence très sincèrement à avoir honte d'appartenir à un peuple qui n'a de cesse de se tirer dans le pied.

Robert Bernier

Mirabel, le 25 août 2011

REVUE DE PRESSE

Jack Layton 1950-2011

Manon Cornéliier

Il n'y en a eu que pour Jack Layton cette semaine, évidemment. Un concert quasi unanime d'éloges pour son courage, sa carrière, la solidité de ses convictions, sa façon de faire de la politique. Les voix discordantes ont été extrêmement rares et... mal reçues. Christie Blatchford, du *National Post*, a été inondée de messages désobligeants après avoir dit ne pas s'étonner du spectacle fait par les médias de la mort d'un homme ayant vécu sa vie sous l'œil des caméras. Et la lettre de Layton aux Canadiens était que montrer, selon elle, combien il *«était un homme fûté, acharné et profondément ambitieux»*. Elle trouve le document un brin vaniteux. Les larmes du public, quant à elles, viennent avec l'époque, où la nouvelle norme est de pleurer des gens célèbres qu'on n'a jamais croisés. Sa collègue du *Post*, Barbara Kay, a d'ailleurs remis en question la tenue de funérailles nationales. À son avis, personne n'a offert de raison valable pour faire fi de la tradition.

Le son de cloche était fort différent ailleurs, bien que souvent très redondant. Plus intéressants étaient les textes sur l'évolution de l'homme. Le Jack Layton que les Canadiens connaissent aujourd'hui est bien différent de celui qui a fait ses débuts politiques à Toronto.

L'ancien journaliste et éditeur du *Toronto Star* et actuel président du conseil de Tors-tar, John Honderich, écrit avoir croisé Jack Layton pendant 30 ans et n'avoir jamais cessé de le voir évoluer. De conseiller municipal rebelle, radical et rapide sur la gâchette, il est maintenant élevé — fait rare — au statut d'*«icône politique»*. Honderich soutient qu'il a compris dès leur première rencontre qu'il avait affaire à un politicien

naturel. Layton s'est rapidement imposé comme le champion des causes sociales, mais il était *«impétueux, s'aliénant souvent des alliés naturels tout en faisant les manchettes, mais sans plus»*. Il a corrigé graduellement le tir, mais ses méthodes lui ont nu quand il a tenté sa chance à la mairie en 1991. Il a eu l'appui du *Star*, mais assorti d'un avertissement, à savoir qu'il *«sembl[ait] incapable d'apprendre l'art du compromis nécessaire pour être maire»*. Layton avait pourtant l'impression d'avoir changé, mais ce n'était pas assez. Il retint la leçon quand il s'impliqua à la Fédération canadienne des municipalités, dont il devint président. Il fit sien l'enjeu urbain, y compris pour se distinguer durant la course à la direction du NPD en 2003. Le *Star* l'appuya encore, sans réserve cette fois. Même chose au printemps dernier, car *«le Jack qui s'est présenté en avril à ce qui serait sa dernière rencontre éditoriale avec le Star était, c'est le moins qu'on puisse dire, un personnage très différent de celui des années 1980. Raisonnable, incisif, confiant sans être agressif, très au fait des enjeux, en contrôle de la situation»*. Ce n'était pas la première fois que les gens autour de la table rencontraient, mais la première où les mots *«premier ministrable»* leur venaient aux lèvres, dit Honderich.

Dans un texte où il s'interroge sur l'avenir du NPD, Jeffrey Simpson, du *Globe and Mail*, dit que le plus tragique est que la mort de Layton survient alors qu'il était au sommet de sa forme sur le plan politique. Il avait mûri comme leader et continuait de le faire. *«Il laissait entrevoir une compréhension toujours plus grande du pays, pour qui il envisageait un ensemble de politiques réalistes et progressistes. Il aurait sûrement été un chef de l'opposition officielle redoutable.»*

La force de l'image

Les premiers souvenirs de John Doyle, chroniqueur télé au *Globe and Mail*, ne sont pas agréables. Le Layton qu'il rencontre en début de carrière est un homme irritable, difficile. Le charisme viendra plus tard et graduellement, avant de le mener vers la victoire du printemps dernier. Doyle rappelle que la majorité des Canadiens découvrent leurs politiques à travers la télévision et, généralement, durant une campagne électorale. Mais les gens doivent pouvoir s'identifier à la trame narrative du politicien pour que celui-ci perce l'écran. Selon Doyle, le message porté par Layton frappait plus que tous les autres. *«Il y avait un élément clairement authentique, soit son rétablissement après la maladie et son courage à continuer sans s'arrêter en s'appuyant sur sa canne.»* Cet homme qui avait été malade et sillonnait le pays d'un océan à l'autre à la poursuite de son idéal rappelait d'autres hommes qui ont tenté de faire de même, en fauteuil roulant ou en courant avec une prothèse. C'était l'image du sacrifice personnel, de la lutte contre les coups du sort. Doyle est convaincu que les histoires de Rick Hansen et de Terry Fox sont parties de l'identité canadienne et ont forgé nos notions de courage et d'intégrité. *«La campagne de Layton, vue à la télé jour après jour, connectait intuitivement avec ces histoires qui nous avaient touchés.»* Et ces images sont devenues, pour bien des Canadiens, le pont vers la découverte du NPD. Les partis essaient toujours d'imposer une trame narrative qui les sert, mais dans le cas de Layton, croit Doyle, elle n'était ni fabriquée ni stratégique, en plus d'être très différente de celle des conservateurs où le sacrifice était défini en termes militaires.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Depuis la démission fracassante de quatre députés phares du Parti québécois en juin dernier, le mouvement souverainiste se déchiquette tout en appelant à l'unité. Sur la photo, la chef du PQ, Pauline Marois, entourée de quelques membres de sa députation, au moment de réclamer, cette semaine, une intervention du fédéral dans la réfection du pont Champlain.

Quel avenir pour le PQ?

FRANÇOIS CYR
PIERRE BEAUDET

Respectivement chargé de cours à l'UQAM
et professeur à l'Université d'Ottawa

Étrangement, l'écho médiatique rencontré par le manifeste *Brisons l'impasse* du Nouveau Mouvement pour le Québec ne tient qu'à une phrase qui critique vertement un PQ «*confus et usé*». La dure critique dirigée contre le projet de François Legault est à peine évoquée. Rien non plus sur les propositions programmatiques largement inspirées des idées de Québec solidaire, par exemple sur la réforme du mode de scrutin ou sur l'importance de recentrer le combat indépendantiste autour d'une démarche de réappropriation citoyenne (l'assemblée constituante).

Si l'état de confusion au PQ fait couler tant d'encre, c'est sans doute qu'il reflète des fractures qui ne pourront pas être «*réparées*» avec des appels bien intentionnés (à «*resserrer les coudes*»). Il y a peut-être derrière ces tumultes une profonde mutation, laquelle ferme et ouvre des portes en même temps. Mais les rythmes politiques étant difficiles à prévoir et le PQ ayant traversé tant de bouleversements, mieux vaut rester prudent sur le plan des prévisions!

Le grand projet

À l'origine, le PQ est né d'une volonté de mettre en place une grande coalition sociale et nationale. Il fallait compléter de vastes réformes sociales et créer un État indépendant dans le cadre d'une nouvelle alliance avec le reste du Canada. Autour de ce projet se sont regroupées les nouvelles générations issues de l'université et du secteur public, ainsi que la majorité des couches populaires.

Cependant, malgré les espoirs de René Lévesque et de Jacques Parizeau, les élites économiques québécoises (à l'époque un bien petit «*Québec inc.*») ont préféré le confort relatif et la solide stabilité du capitalisme canadien et de l'État fédéral. De cette polarisation se sont développés

les combats politiques des années 1980-1990.

L'échec

Contre la coalition animée par le PQ, les élites canadiennes et québécoises, avec l'appui de l'impérialisme états-unien, ont alterné menaces et promesses, et ils ont vaincu le camp du changement. Plus encore, ils ont détourné le projet du PQ vers la gestion néolibérale d'une part et l'autonomisme provincial d'autre part. L'«*apothéose*» de ce détournement de sens est survenue sous la gouverne de Lucien Bouchard.

Bon nombre de militants péquistes de la première heure sont encore sous le choc de ce qu'ils ont perçu comme une trahison. Parallèlement, le Québec inc. en est venu à être le défenseur tous azimuts de l'«*espace*» nord-américain (et des politiques néolibérales qui vont avec) qui est, selon nos élites, un «*acquis*» qu'il faut protéger à tout prix, ce qui exclut non seulement la souveraineté (ou l'indépendance), mais le retour du compromis de l'époque keynésienne.

Dos au mur

En perdant pied devant l'élite, le PQ a perdu ses deux raisons d'être. Ses bases électorales ont fondu, pas tellement à cause d'une montée du PLQ, mais parce qu'une grande partie de ses électeurs a choisi la voie de l'abstention (ou est allée à l'ADQ). Aujourd'hui, le projet est bloqué. Le fractionnement du PQ en de mini-PQ qui voudraient retrouver le projet originel nous semble moins porté par la nostalgie que procédant d'une volonté militante de retour à un âge d'or un peu mythique où le parti-mouvement carburait encore aux idées.

Serait-ce assez pour redynamiser le PQ et même faire échouer les ambitions électorales du PLQ et de la Coalition de François Legault? Cela est problématique. Certes, en politique, on ne peut rien prévoir avec certitude (citons comme exemple la remontée inattendue de l'Union nationale à la fin des années 1960).

Reconstruire un bloc social

Il faut poser une question: qui porte maintenant les valeurs d'émancipation au Québec? On constate, comme Pierre Curzi et d'autres, une extraordi-

naire mobilisation citoyenne traitée de «*nuisance*» par le discours haineux des élites. De gros grains de sable sont jetés dans l'engrenage du néolibéralisme. Ces mobilisations, en poursuivant sur les acquis des précédentes générations, explorent de nouvelles valeurs et de nouvelles identités. Le féminisme, l'altermondialisme, l'écologisme, notamment, ne sont plus des «*ajouts*» à l'idée de construire un pays, mais des fondements organiques.

Le pays auquel des jeunes, des femmes, des immigrants, des communautés de régions marginalisées et d'autres rêvent est un «*projet de société*», beaucoup plus donc qu'un «*acte constitutionnel*» ou une séparation d'avec le reste du Canada. Ce sont ces couches populaires qui referont un bloc social, lequel pourra éventuellement changer le rapport de force avec les élites agressives de plus en plus inaptes à gouverner. Il faudra du temps cependant.

Changer de posture

On retrouve encore au PQ une partie de ces «*forces vives*». Des dissidents reconnaissent à quel point le discours dominant au PQ est déconnecté de la population. Qu'ils réussissent à secouer la cage est une bonne chose pour faire échouer au projet des élites (québécoises et canadiennes) de «*révolution*» à droite. Pour autant, il serait préférable qu'un éventuel «*nouveau*» PQ cesse de se prendre pour le nombril du monde. Il y a au Québec des mouvements sociaux qui ont non seulement des forces pour résister, mais des idées pour reconstruire. Moins d'arrogance est donc à l'ordre du jour.

Si on parle «réformes»

Mais il faut aller plus loin. Il y a un nouvel acteur politique avec Québec solidaire. C'est encore un petit parti à l'influence limitée, mais il est de plus en plus en phase avec les mouvements citoyens. Aussi, le PQ comme les dissidents seraient avisés de prendre QS au sérieux, y compris dans ses propositions de réforme du système politique: ce système, dans lequel le PQ a évolué en alternance au pouvoir, est pourri jusqu'à la moelle et il faut le changer. Parallèlement, il faudrait dialoguer avec QS sur des questions fondamentales, comme le pillage des ressources, que le PQ, malheureusement, a laissé s'aggraver depuis plusieurs années.

Développement métropolitain

De la cohérence dans l'aménagement de la métropole

COLLECTIF D'AUTEURS

Après plusieurs tentatives infructueuses au cours des 20 dernières années, la loi impose aujourd'hui à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et aux 82 municipalités qui la composent d'adopter un plan métropolitain d'aménagement et de développement d'ici la fin de l'année. Une fois adopté, ce plan obligera les villes et instances régionales de la métropole à s'y conformer dans leurs plans, schémas et règlements d'aménagement et d'urbanisme.

À cette fin, la CMM a publié un projet de plan métropolitain et sa Commission d'aménagement tiendra des consultations en septembre et octobre (www.pmad.ca). Ce projet de plan métropolitain couvre l'ensemble de la région (couronnes nord et sud, Laval, Longueuil et Montréal) et s'inscrit dans la vision de développement durable avancée par les lois du Québec. Il propose une approche intersectorielle en trois axes:

- aménagement: consolider les secteurs urbains et les abords des pôles de transport collectif;
- transport: améliorer le réseau pour un

meilleur équilibre entre l'automobile et les transports collectifs;

- environnement: développer un réseau mettant en valeur le patrimoine naturel et bâti et les paysages de la métropole.

Rendez-vous historique

Cette démarche est un rendez-vous historique pour assurer une qualité de vie durable tout en rendant la région concurrentielle par rapport aux autres métropoles. Le développement économique de la métropole et notre qualité de vie sont tributaires des choix qui touchent l'aménagement de toute la région et des règles et des investissements qui les concrétisent. L'avenir de la région et les décisions des élus de la CMM touchent l'ensemble de la société. La préparation et la mise en œuvre du plan métropolitain doivent donc bénéficier de l'appui et de l'appui de la population, des institutions et des acteurs socioéconomiques de la métropole.

Nous encourageons donc fortement citoyens, organismes, entreprises et acteurs de tous les horizons à s'inscrire aux consultations d'ici le 2 septembre. Nous les invitons à appuyer le projet de plan métropolitain comme une base valide à cette

fin et à adresser à la Commission leurs recommandations pour l'améliorer et surtout assurer sa mise en œuvre.

Il est de plus en plus urgent de donner et de réaliser une vision cohérente d'aménagement et de développement pour l'ensemble du territoire métropolitain alors que l'habitude de répondre à la pièce aux intérêts locaux nous a menés à un chaos immobilisant. C'est le sens de ces rendez-vous que nous n'avons plus le luxe de rater devant la complexité croissante des défis que même les collectivités locales de la métropole devront relever à l'avenir.

Ont signé ce texte: Dinu Bumbaru (*Héritage Montréal*), Marcel Côté et Claude Séguin (*coprésidents du Groupe de travail sur la gouvernance et la fiscalité de Montréal*), Florence Junca-Adenot (*directrice du Forum URBA 2015 UQAM*), Lyne Bouchard (*vice-rectrice au campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke*), Phyllis Lambert (*présidente de l'IPAM*), Martin Fortier (*président de la Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud*) et Ron Rayside (*président du CA du CSSS Jeanne-Mance*).

Georges Lévesque, 1951-2011

L'homme qui aimait les femmes

LUC BOULANGER

Montréal

Par-dessus tout, Georges Lévesque haïssait le bon goût. Le designer évitait l'équilibre des formes ou la brillance des matières, lui préférant le métissage, l'impureté, la diversité. Pour lui, la beauté n'est pas lisse et élégante, mais sauvage et «*tout croche*». Et pourtant, ses robes, plus frêles que Couture, étaient portées par des stars.

Georges nous a quittés subitement mardi, sans crier gare, alors qu'il commençait une autre journée de travail pour la production des costumes du spectacle *Cavalia*. Le «*hasard*» — qui a tant influencé sa carrière — lui aura réservé une fin discrète. Bêtement, j'ai passé devant sa maison en face du parc La Fontaine, le week-end dernier. Mais je n'ai pas osé arrêter pour le saluer à l'improviste, comme je le faisais parfois (sa porte, tout comme son cœur, était toujours ouverte aux amis). Dommage.

Anticonformiste dans un milieu qui ne jure que par l'argent, les tendances et le *glamour*, le couturier n'avait jamais mis une cravate de sa vie. Il était un créateur au talent immense, indirectement proportionnel à sa notoriété publique. Georges parlait de robes comme d'autres de peinture ou de musique. Il s'inspirait de tout et de rien: de ses voyages outre-mer, de ses promenades dans les rues du Plateau, des jardins fleuris, des films d'Elizabeth Taylor ou de Romy Schneider.

Enfant terrible de la mode? Plutôt un enfant bâtard. Un électron libre. Un vieux freak post-punk, à l'éternel look gypsy. Cette semaine, on a écrit qu'il était «*notre Jean Paul Gaultier*» ou «*Christian Lacroix québécois*». Il y avait aussi dans ses influences du John Galliano et du Vivienne Westwood. Or, comme Sénèque, il pouvait dire que «*le style est le vêtement de la pensée*». Et la sienne était unique.

«La femme que j'aurais voulu être...»

Il adorait habiller les comédiennes et les chanteuses. De Diane Dufresne à Marie-Jo Thério, de Catherine Deneuve à Pascale Bussièrès, sans oublier Carole Laure, sa muse dans les années 80. Correction: l'une de ses muses. Car il en a eu plusieurs au fil du temps: Marie-Josée, Michèle, Sabrina, entre autres femmes qui avaient toutes en commun leurs personnalités fortes et assumées, tout en étant sensuelles et féminines. (Il a toujours créé pour les femmes, sauf exception: Jean Leloup.)

«*J'aime les femmes qui savent être femmes, c'est-à-dire changer de personnage, qui bougent, qui sont pétillantes, libérées, qui peuvent aussi bien aller prendre le thé au Ritz ou une bière aux Fountains électriques!*», confiait-il à Josée Blanchette dans *Le Devoir* en 1993. Puis d'ajouter: «*Moi je dessine pour la femme que j'aurais voulu être.*»

À l'opposé de ces couturiers hommes qui imaginent la femme comme un concept évanescant, fragile et irréal, Georges Lévesque la voyait épauvée, forte et incarnée. À ses yeux, les femmes étaient les véritables héroïnes de notre monde. Comme dans les films d'Almodóvar ou les pièces de Tremblay.

À l'instar des grands artistes, finalement, il faisait beaucoup plus que créer des vêtements: il nourrissait la beauté du monde.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Georges Lévesque dans sa boutique en 1993

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Dominique Reny (*adjointe au directeur de l'information*), Marie-Andrée Chouinard (*éditorialiste, responsable de la page Idées*), Marco Bélair-Cirino (*général*), Jeanne Corriveau (*affaires municipales, Montréal*), Isabelle Porter (*affaires municipales, Québec*), Fabien Deglise (*société*), Jean Dion (*sports*), Louis-Gilles Francoeur (*environnement*), Lisa-Marie Gervais (*éducation*), Pauline Gravel (*sciences*), Caroline Montpetit (*affaires sociales*), Brian Myles (*justice*), Louise-Maude Rioux Soucy (*santé*), Philippe Papineau (*pupitre*); information politique: Michel David (*chroniqueur*), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgeault-Côté (*correspondants parlementaires à Ottawa*), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (*correspondants parlementaires à Québec*), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (*reporters*); information culturelle: Michel Bélair (*théâtre et cahier Culture*), Frédéric Doyon et Isabelle Paré (*reporters*), Odile Tremblay (*cinéma*), Paul Bennett (*pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end*), Julie Carpentier (*pupitre*); information économique: Gérard Bérubé (*adjoint au directeur de l'information*), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (*reporters*), Gérard Dallaire (*pupitre*); information internationale: Serge Truffaut (*éditorialiste*), Claude Lévesque et Guy Taillefer (*reporters*), Jean-Pierre Legault (*pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives*); Diane Précourt (*responsable des pages thématiques*), Émilie Folie-Boivin (*pupitre*); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (*photographes*); Michel Garneau (*caricaturiste*); Andrée Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (*correctrices*); Benoît Munger et Laurence Clavel (*pupitre internet*), Marie-Pier Frappier, Étienne Plamondon-Emond (*commis internet*); Amélie Gaudreau (*secrétaire à la rédaction*); Geneviève Tremblay et Sophie Lambert-Racine (*commis à la rédaction*); DOCUMENTATION Gilles Paré (*directeur*), Manon Derome (*Montréal*), Monique Bhérier (*Ottawa*), Dave Noël (*Québec*); PUBLICITÉ: Jean de Billy, Jennifer Demers, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Stéphanie Desjard, Amel Elimam, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sobai (*publicitaires*), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (*secrétaires*); PRODUCTION Christian Goulet (*directeur de production*), Olivier Zaida (*directeur adjoint*), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis; INFORMATIQUE Yanick Martel (*administrateur Web*), Hansel Matthews (*technicien informatique*); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (*responsable service à la clientèle*), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (*responsable promotion*), ADMINISTRATION Stéphane Roger (*contrôleur*), Olena Bilyakova (*responsable des services comptables*), Claudette Béliveau (*adjointe administrative*), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

JEUX DE MOTS

Chaque samedi pendant la saison estivale, pour une troisième année, les lecteurs peuvent mettre leurs connaissances, et surtout leur patience, à l'épreuve en complétant les jeux préparés par notre collaborateur Michel Roy (*michelroy77@videotron.ca*), spécialiste de la langue et ancien professeur de français. En règle générale, les amateurs de mots croisés retrouveront aussi leur passe-temps favori dans cette page.

Un pour tous

À partir d'un certain nombre de mots donnés, il vous faut trouver un autre mot qui pourra s'associer successivement avec chacun de ceux-là, de façon à former une locution ou une expression française.

Exemple: Avec les mots RIRE, CROCODILE et CELL, on trouve comme réponse le mot LARME(S), car on peut RIRE aux LARMES, verser des LARMES de CROCODILE et avoir la LARME à L'ŒIL.

Dans les cinq exercices suivants, on indique les mots de départ auxquels on ajoute comme indice la sorte de mot à trouver, celui-ci pouvant être un nom, un adjectif qualificatif ou un verbe.

1- SANG, AUTOMOBILE, MONÉTAIRE, ATMOSPHÉRIQUE

Mot à trouver: un nom commun

2- CHIFFRES, FUMÉE, CINQUIÈME, VERTÉBRALE

Mot à trouver: un nom commun

3- MATIÈRE, NOMBRE, RANG, MINISTRE

Mot à trouver: un adjectif qualificatif

4- EAU, PAROLE, FIÈVRE, BALLE, CHEVEUX

Mot à trouver: un verbe

5- SÉRIEUX (nom commun), ENFANT, LIT, SECRET, SILENCE

Mot à trouver: un verbe

Domi-Mots

Voici un jeu de dominos plutôt original. Il comprend dix plaques sur lesquelles les points habituels ont été remplacés par des lettres. Si on assemble correctement ces plaques, c'est-à-dire si on les met l'une à la suite de l'autre, on pourra découvrir le message que livre le proverbe. Bien entendu, il faudra ensuite faire le découpage des mots aux bons endroits.

Exemple: **SER TDE** **RIE NNE** **COU RIR**

Si on place ces trois dominos en ordre et qu'on sépare les mots aux bons endroits, on va trouver le début du proverbe «RIEN NE SERT DE COURIR, il faut partir à point».

TIE	SES	SIT	OTL	LAU	TRE	DES	PAR	TNU	EET
EST	ENC	NEL	UNE	STE	RMI	EPR	OCE	HEM	ISE

Mots croisés

Voici une grille de mots croisés complétée, sauf qu'on a oublié d'indiquer les cases noires.

Sur la grille, vous devez noircir une case par ligne horizontale Donc 7 en tout.
- Et la lumière se fera...

	I	II	III	IV	V	VI	VII
1	R	A	P	E	T	E	S
2	E	P	I	E	R	H	O
3	C	A	N	O	E	L	U
4	T	I	C	S	U	E	R
5	O	S	E	R	S	U	C
6	S	E	T	R	A	R	E
7	C	R	A	N	C	E	S

Antonymie d'anagrammes

Pour chacun des deux mots de départ, trouvez une anagramme, *i.e.* un mot formé des mêmes lettres, mais disposées autrement. Ces deux anagrammes deviendront des antonymes, *i.e.* des mots de signification opposée.

Exemple: À partir des mots **RUINE** et **SOURCIER**, on obtient les anagrammes **NUIRE** et **SECOURIR**, qui sont en fait des antonymes.

ARME et CRUES

ATELIERS et TOUPIES

BIDET et DIRECT

COURSE et MÈTRE

COÛTS et DIGUE

EMPIRER et MUTILÉ

Chaîne de mots

À partir d'une liste de mots, il faut former des groupes nominaux qui, à l'aide d'une préposition (le plus souvent DE), s'accrochent comme les maillons d'une chaîne.

Exemple : Liste de mots :
CINÉMA, CROIX, ÉTOILES, GUERRE ET SIGNE
LE MOT DE DÉPART : SIGNE
DERNIER MOT UTILISÉ : CINÉMA

On obtiendra les groupes nominaux suivants :
SIGNE DE CROIX
CROIX DE GUERRE
GUERRE DES ÉTOILES
ÉTOILES DE CINÉMA

Voici la liste à partir de laquelle il faut former une chaîne :
AIR – AMOUR – ARGENT – ARMÉE – CHAMBRE – COMMERCE – GROS – LETTRE(S) – MUSIQUE – PAPIER – POCHE – RÉSERVE – SAC.

Mot de départ: **SAC** • dernier mot de la chaîne: **TEMPS**

SAC _____

Mots-croisés du samedi

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

Horizontalement

I. Il vous apporte des précisions bien utiles. **II.** Belle de la Côte. Très mauvaise fin en affaires. **III.** A vous de la prendre au bon moment. **IV.** Propre dès la naissance. De l'or dans les champs de l'argent en poche. Anneau marin. **V.** Tendit la main. Remonter les bretelles. **VI.** Vieille grosse bête. Assurera la dérivation. **VII.** Finir à la fin. Se lance. On en tombe de bonne heure. **VIII.** Est de mise pour rattraper. Dans la jetée. **IX.** Dur après traitement. Constructeur européen. **X.** De l'agneau quand elle n'est pas à cheval. Eau sous pression.

Verticalement

1. A prendre en infusions ou à l'apéritif. **2.** Évite la panne sèche. **3.** Très remuante. Méprisable. **4.** Prend en connaissances. Bien vrai. **5.** Dans ce lieu. Bout de terre. **6.** Ami dévoué. Peut faire peur après répétitions. **7.** Bornés et marteaux. Encadrent le faubourg. **8.** Le dernier ne durera pas longtemps. Petite bêtise sans conséquence. **9.** Avancée protectrice. Connue pour ses bulles d'or. **10.** Ristent bien petits devant leurs femelles. **11.** Bout d'intestin. Suivie sur les petits écrans. **12.** Bon dans l'organisation.

Philippe Dupuis

Solution du n° 50

Horizontalement

I. Confidential. **II.** Olé olé. Ourle. **III.** Gibus. St. Eus. **IV.** Igu (gui). Caisses. **V.** Tolérance. Si. **VI.** Api. Eiders. **VII.** Tosser. Siège. **VIII.** Ile. Lot. Emeu. **IX.** Oe. Futon. Ans. **X.** Désendetté.

Verticalement

1. Cogitation. **2.** Oligopole. **3.** Nébulisé. **4.** Fou. Fe. **5.** Iles. Réélus. **6.** Dé. Caire. **7.** Sand. Ton. **8.** Notices. **9.** Tu. Série. **10.** Ires. Semât. **11.** Elues. Gent. **12.** Lessiveuse.

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

1735

HORIZONTALEMENT

- Faute de grammaire.
- Jeune enfant - Parfum.
- Papa - Qui sont en forme de spirale.
- Doubler un pion - Frappe.
- Se fait cliquer - Arrêt d'une activité - Thorium.
- Antilope - Récipient.
- Eau-de-vie - Voler.
- Thulium - À cet endroit - Animal tête.
- Île grecque - Plaît-il? - De très près.
- Personne éloquente - Boissons fermentées.
- Originaires - Encaisse.
- Bruit de reniflement - Façonnées.
- Rhodium - À moi - Cuisinier.
- Souhaité - Se dit en partant.
- Instrument à tuyaux - Violents emportements.
- Lésion cutanée - Surface de projection - Nickel.
- Perturbateur - Empreinte génétique.
- Lettre grecque - Ébahi.
- Oublier - Ouvre la porte.
- Sortis - Parsemés de choses désagréables.

VERTICALEMENT

- Conséquences.
- Conteste - Oiseau palmipède côtier.
- Unité monétaire du Nicaragua - Ancienne coutume hindoue.
- Immensité - Démonstratif - Cheveu.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	I	P	S	O	F	A	C	T	O	R		
2	N	O	I	R	E	L	A	C	E	E	S	
3	F	E	R	T	I	L	E		E	M	E	
4	O	S		I	N	E	F	F	A	B	L	E
5	R	I	V	E	T	S		A	N	E	L	
6	M	E	R		E	P	A	T		T	E	L
7	E	A	A	R		T	R	O				
8	L	A	I	D		E	T	A				
9	V											
10	C	A	M	P	E							
11	I	L	O	T	S							
12	D	E	T	E	S	T	E	R				

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

SOLUTIONS

ANTONYME D'ANAGRAMMES

amer - sucré
réelles - utopies
sûill - cicell
scol - col
scout - guide
premier - ultime

CHAÎNE DE MOTS

SAC de PAPIER - PAPIER à LETTRES - LETTRE d'AMOUR - AMOUR de la MUSIQUE - MUSIQUE de CHAMBRE - CHAMBRE de COMMERCE - COMMERCE de PAPIER - PAPIER de RÉSERVE - RÉSERVE d'ARGENT - ARGENT de POCHE - POCHE d'AIR - AIR du TEMPS.

DOMMOTOS

Si le mot est terminé, l'une des parties est nue et l'autre est en chemise.

MOTS CROISÉS

Où placer les cases noires

1- V
2- V
3- V
4- V
5- V
6- V
7- V

UN POUR TOUS

1- circulation
2- premier (ère)
3- couper
4- garder